

Crise en Europe, crise aux États-Unis : quelle issue ?

***L'aggravation dramatique de la crise des dettes publiques
annonce des attaques d'une violence inouïe contre les acquis
des travailleurs***

***L'alternative entre le socialisme et la barbarie capitaliste
est plus actuelle que jamais !***

I. LA CRISE DE LA DETTE PUBLIQUE DANS LA ZONE EURO

L'Union monétaire : un cadre imposé par et pour les bourgeoisies les plus puissantes de l'Union européenne

Dans un premier temps, avec la signature du traité de Rome en 1957, les bourgeoisies européennes ont construit une zone de libre échange, en levant les restrictions à la libre circulation des marchandises à l'intérieur de la communauté européenne (réduite alors à l'Allemagne, la France, l'Italie et les pays du Benelux). Puis, avec la signature de l'Acte unique (1986), elles ont levé toutes les entraves à la libre circulation des capitaux (effective depuis 1990). L'élargissement de la communauté européenne (6 pays en 1957, 12 en 1986, 27 aujourd'hui), l'intégration commerciale et la libéralisation financière ont renforcé les interdépendances et ont permis une allocation plus facile de l'épargne, faisant par là même converger les cycles économiques des différents pays européens. L'Union monétaire, c'est-à-dire la mise en place d'une monnaie unique en 1999 (décidée en 1992 avec la signature du traité de Maastricht), s'inscrivait comme un couronnement de la construction européenne d'après guerre.

Au départ, l'Union monétaire a été célébrée comme un cadre protecteur et mutuellement avantageux : fin de la spéculation contre les monnaies nationales, forte diminution des taux d'intérêt pour les pays périphériques de l'UE, convergence des taux d'inflation, intensification des échanges commerciaux... Pourtant, les contradictions de l'Union monétaire se sont développées depuis une décennie pour éclater au grand jour aujourd'hui. Deux facteurs principaux ont alimenté les déséquilibres au sein de l'UE :

– La mise en place de la monnaie unique n'a pas fait converger la structure économique des différents pays (comme l'intuition pouvait le laisser penser), mais a au contraire renforcé les spécialisations productives. En l'absence de risque lié au taux de change entre des monnaies différentes, les économies nationales ont intérêt à se spécialiser dans le type de production où elles sont (relativement) les plus compétitives. Ainsi, les économies du nord de l'Europe (Allemagne, Pays-Bas, Finlande, Autriche), dont l'effort d'innovation et la qualification de la main-d'œuvre sont élevés, ont renforcé leur spécialisation dans l'industrie, alors que les économies de l'Europe du sud (Espagne, Portugal, Italie, Grèce) se sont spécialisées dans les services (largement non exportables) et l'industrie de la construction (alimentée par les taux d'intérêt artificiellement bas) – l'économie française étant dans une position intermédiaire. En l'absence de tout dispositif de transfert, la conséquence a été l'amplification des déséquilibres au sein de l'UE, avec une balance commerciale de plus en plus excédentaire pour les pays de l'Europe du Nord et de plus en plus déficitaire pour ceux du Sud.

– Ces déséquilibres ont été accrus par la divergence des « coûts salariaux unitaires » (qui rapportent le coût de la main-d'œuvre – salaire direct + cotisations – à la productivité du travail)¹ :

¹ Ce n'est pas le coût du travail qui est le bon indicateur de compétitivité, mais le coût du travail relativement à la productivité : un coût du travail élevé qui va de pair avec une productivité du travail très élevée peut signifier une

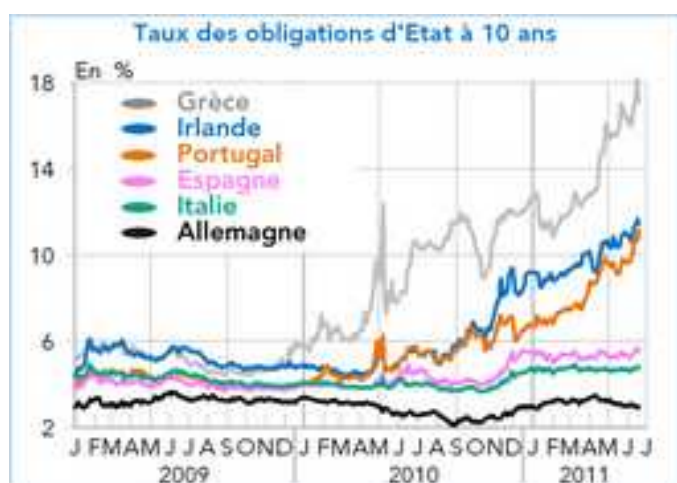
dans les années 2000, ils ont baissé en Allemagne alors qu'ils ont grimpé dans les pays de l'Europe du Sud, marquant ainsi la perte de compétitivité de ces derniers, qui étaient en outre dans l'impossibilité de dévaluer leur monnaie pour tenter de regagner des parts de marché.

La conséquence des déséquilibres au sein de l'UE a été l'explosion de la dette² externe des pays de l'Europe du Sud. La crise mondiale du capitalisme s'est évidemment greffée sur cette situation et a fait exploser les déficits publics quand les États ont porté secours aux capitalistes fin 2008-début 2009. Dans le cadre de la monnaie unique, et en l'absence de tout mécanisme de transfert, la seule variable d'ajustement est l'abaissement drastique du niveau de vie des masses : il faut faire baisser la consommation et donc les importations pour tendre vers l'équilibre externe. C'est pourquoi le dispositif de l'Union monétaire est tout sauf « neutre » : c'est conjointement une arme de la bourgeoisie dans la guerre qu'elle mène contre le prolétariat d'Europe et un instrument pour servir les intérêts des bourgeoisies les plus puissantes au détriment des plus faibles.

La conjonction de la crise de suraccumulation du capital et du cadre de la monnaie unique fait exploser la dette publique des pays périphériques de l'UE

Nous avons analysé la grande crise qui s'est déclenchée en 2007 comme une crise de suraccumulation du capital³ : trop peu de plus-value est créée par rapport à la masse de capital investi (pour acheter les moyens de production – capital constant – et pour acheter les forces de travail – capital variable). Pour le comprendre, il faut relire Marx, qui expliquait que la dynamique contradictoire de l'accumulation capitaliste pousse les capitalistes à expulser du procès de production la marchandise qui est à l'origine de leurs profits : la force de travail. C'est ce mécanisme qui constitue le cœur de la « loi la plus importante de l'économie politique moderne » (selon Marx), la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

Le déclenchement de la crise de 2007 a servi de révélateur aux contradictions explosives de l'Union monétaire, qui est apparue au grand jour comme une construction au service des bourgeoisies les plus puissantes de l'UE. Jusqu'en 2007, les déficits publics étaient plus ou moins « sous contrôle », mais la crise a entraîné la mise en place de plans de soutien aux banques, qui ont transféré massivement de la dette privée dans le giron public. Fin 2009, quelques semaines après l'élection du « socialiste » Papandréou (élu sur un programme de relance keynésienne...), la crise des dettes publiques a démarré en Grèce, pour ne plus cesser de se développer⁴.



Source : Coe-Rexecode

compétitivité supérieure à une situation où le coût du travail est moins élevé, mais où la productivité est très faible. En outre, si le coût du travail augmente, mais moins vite que la productivité, alors le « coût salarial unitaire » diminue (c'est ce qui s'est passé en Allemagne dans les années 2000).

² Le vocabulaire n'est pas neutre et c'est un enjeu pour les révolutionnaires de déconstruire l'idéologie véhiculée par l'utilisation de certains mots : la dette, c'est étymologiquement, la « chose due », et ne pas la rembourser, c'est manquer à son devoir. Plus prosaïquement, sous le capitalisme, posséder des titres de la dette signifie posséder des droits sur la valeur qui sera produite dans le futur. C'est donc un droit de prélèvement sur la production future censé être garanti sans que l'on ait à fournir le moindre travail : rien de moins « naturel » ou « évident » à ce que les travailleurs « doivent » céder une partie de ce qu'ils produisent à ces propriétaires de bouts de papier...

³ Cf. le texte de congrès « Nos réponses révolutionnaires à la crise », où la plateforme 4 a présenté son analyse de la crise (texte rédigé par la Tendence CLAIRE) : <http://collectiftrnpa.files.wordpress.com/2011/01/ctr-plateformecongres.pdf>

⁴ Cf. nos différents articles sur les développements de la crise : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/search.php?keyword=crise>

Le « plan de sauvetage » de la Grèce du 21 juillet : un plan au service des banques

Après un premier plan de « 110 milliards » d'euros en 2010, ce nouveau plan a été présenté comme un plan de « 160 milliards », dont « 50 milliards » de contribution des banques et assurances. La communication des gouvernements et des médias bourgeois a joué à plein pour nous faire croire que les capitalistes allaient, pour la première fois, mettre la main poche. Mais ces « 50 milliards » sont un chiffon rouge agité pour calmer les populations. Bien évidemment, il ne s'agit pas de taxer 50 milliards aux banques (toute idée de taxation a été très rapidement écartée). Simplement, les banques sont invitées à souscrire de nouvelles obligations à de moins bonnes conditions (durées plus longues, taux d'intérêt moindres). En outre, elles pourront vendre leurs titres au Fonds européen de stabilisation financière (FESF) moyennant une décote de leur valeur de 20%. Alors que cette dernière mesure est présentée comme une charge pour les banques, c'est en fait un cadeau ! En effet, les banques vont pouvoir vendre leurs titres-poubelles à un prix nettement supérieur à celui du marché (le prix des titres grecs a baissé d'environ 50%), se débarrassant à bon compte de leurs actifs pourris. On comprend le soulagement – discret mais réel – des banquiers face à une si rude mise à « contribution »...

Autre décision : le FESF pourra prêter de l'argent aux pays en difficulté avec des taux revus drastiquement à la baisse – 3,5% contre plus de 5% précédemment – et des durées allongées. Alors que la France emprunte sur les marchés à 3,5%, la moindre augmentation de ce taux se traduira par une perte sèche et une aggravation des déficits publics. L'édifice est donc pour le moins fragile. Mais sa principale faiblesse est que les « aides » du FESF ne pourront être déclenchées qu'avec l'accord unanime des membres de l'UE, l'Allemagne ayant exigé un droit de veto sur l'ensemble des décisions.

Ce plan n'est donc ni un plan qui mette réellement à contribution les banques, ni un plan qui efface une partie substantielle de la dette grecque : au contraire, les banques sont aidées par le FESF (c'est-à-dire par les États) et la dette est restructurée afin que la Grèce puisse continuer à payer plein pot. Le fil conducteur du plan de l'UE peut être résumé par la formule suivante : *faire payer les Grecs autant que possible, protéger les banques*. Il est donc abusif de parler de « défaut de paiement » de la Grèce : les conditions des prêts – délirantes jusqu'à présent – sont simplement revues à la baisse. Mais les travailleurs grecs devront se saigner à blanc pour sauver le système financier.

Les derniers développements de la crise en Europe : l'Italie dans la tourmente... et bientôt la France

Italie : sur ordre de Trichet, Berlusconi déclare la guerre aux travailleurs

L'Italie est désormais dans l'œil du cyclone et s'apprête à connaître le même sort que la Grèce : plan d'austérité drastique, réformes structurelles et mise sous tutelle. Alors que les taux d'intérêt sur la dette italienne se sont envolés ces dernières semaines, la BCE a imposé des conditions draconiennes au gouvernement en échange de son « soutien », consistant en un achat massif des titres de la dette italienne sur les marchés (afin de limiter la hausse des taux d'intérêt). Le journal *Corriere della Sera* a révélé le 8 août l'existence d'une lettre secrète cosignée par Jean-Claude Trichet et son successeur à la BCE, Mario Draghi, dictant sa future feuille de route au gouvernement italien : privatisation rapide des sociétés municipales (qui gèrent les transports publics, la collecte des déchets, la distribution d'électricité et de gaz...) et réforme structurelle du marché du travail (pour limiter les entraves au bon vouloir patronal). Le masque de la démocratie bourgeoise fait place à la transparence du pouvoir direct de la bourgeoisie. Trichet a confirmé publiquement le 9 août les injonctions faites au gouvernement italien et s'est permis dans la foulée d'ordonner publiquement aux gouvernements européens de « *faire ce que nous [c'est-à-dire la BCE] considérons être leur travail, à la hauteur de leurs responsabilités* ».

Alors que Berlusconi venait de faire adopter mi-juillet un plan d'austérité de 48 milliards (comprenant notamment des privatisations, l'introduction d'un ticket modérateur, le gel des salaires et des embauches dans la fonction publique), il a dû annoncer moins d'un mois plus tard la mise en place d'un plan supplémentaire de 45 milliards sur deux ans, censé permettre d'atteindre l'équilibre budgétaire dès 2013. Même s'il a annoncé la mise en place d'une taxe sur les hauts

revenus, l'essentiel du nouveau plan touchera les travailleurs : privatisations supplémentaires, réduction des aides sociales et des retraites, « assouplissement » du marché du travail.

France : la situation s'aggrave et l'austérité n'attendra pas 2012

La patate chaude s'approche de la France, puisqu'un institut de conjoncture allemand, DIW, envisage une baisse rapide de la note de la dette française, qui déstabiliserait évidemment le FESF chargé d'éteindre l'incendie (si les soi-disant médecins sont malades, le dispositif s'écroule). La chaîne Bloomberg TV a même été jusqu'à inventer l'acronyme FIGS (pour *France*, Italie, Grèce, Espagne), à la place de PIIGS (acronyme infâme signifiant « porcs » en anglais, utilisé pour le Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne), pour désigner les pays qui sont sur le point de flancher.

Le 12 août, l'INSEE a douché les espoirs du gouvernement en annonçant⁵ une stagnation du PIB au 2^e trimestre 2011 (après une forte croissance en trompe-l'œil au 1^{er} trimestre⁶) et une chute de la production industrielle de 0,6%. La consommation des ménages a chuté de 0,7% (la plus forte baisse depuis 15 ans), l'investissement des entreprises n'augmente que de 0,7% (contre 1,9% au trimestre précédent). Le chômage recommence à augmenter fortement (+87 400 chômeurs entre mai et juillet) et aucun rebond n'est attendu : pour le 3^e trimestre, la Banque de France a publié une première estimation à 0,2%. Malgré l'obstination du gouvernement à maintenir, dans un premier temps, sa prévision de croissance pour 2011 (2%) – sur la base de laquelle le budget a été construit –, celle-ci a été révisée fin août à 1,75%, ce qui est encore nettement surestimé d'après l'avis même des experts de la bourgeoisie.

Du coup, ces derniers développements ont poussé le gouvernement à annoncer le 24 août un plan de 10 milliards de hausse d'impôts et d'1 milliard de baisse des dépenses pour 2012⁷. Pour une fois, les riches sont certes mis à contribution : non pas principalement par la taxe sur les très hauts revenus (plus médiatique que substantielle, puisqu'elle ne rapportera que 200 millions, alors que l'allègement de l'ISF voté cette année est de 1,8 milliard) mais surtout *via* l'augmentation des prélèvements sur les revenus du capital et la suppression de certains abattements sur les plus-values. Quelques mesures alourdiront également l'imposition des profits. Mais les travailleurs seront également ponctionnés : avec la hausse des taxes sur l'alcool, le tabac ou les boissons sucrées, qui touche proportionnellement davantage les plus pauvres ; et avec la hausse de la taxe sur les contrats de complémentaire santé, qui se traduira par une hausse des tarifs qui poussera beaucoup de travailleurs à renoncer à une couverture complémentaire.

Émeutes en Angleterre : les premières d'une longue série ?

Pendant ce temps, des émeutes d'une ampleur historique (et plus importantes que les émeutes de 2005 en France) ont secoué pendant 4 jours la Grande Bretagne⁸, où des milliers de jeunes des classes populaires s'affrontent avec la police et nient le statut de marchandises des produits, en allant directement se servir dans les magasins. D'ores et déjà, les sociétés d'assurances chiffrent en dizaines de millions d'euros les dégâts. Surtout, cette révolte populaire sonne comme un avertissement pour tous les gouvernements qui comprennent qu'ils s'exposent eux aussi au développement de ce type de réactions avec la mise en place de leurs plans d'austérité. Alors que les grands médias ou les agences de notation exigent de plus en plus ouvertement des régimes forts pour faire face à la crise et à ses conséquences, nous devons nous attendre à des attaques contre les libertés et au renforcement des appareils répressifs d'État.

Zone euro : ralentissement économique généralisé malgré les gesticulations de Merkel et Sarkozy

La production industrielle de la zone euro a chuté de 0,7% en juin (après une hausse de 0,2%

⁵ <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=26&date=20110812>

⁶ Cf. notre article de mai dernier « Enfin la sortie de crise ? Décryptage des derniers chiffres de la conjoncture », <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=236>

⁷ Le détail du plan se trouve ici : <http://www.scribd.com/doc/62999685/Fiche-de-presentation-des-mesures-de-rigueur>

⁸ Cf. la tribune libre de notre camarade Kolya Fizmatov « Émeutes en Angleterre ou quand la bourgeoisie s'indigne devant sa propre décomposition », <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=277>

en mai). Le « sentiment » des investisseurs est tombé en août au plus bas depuis 2 ans. Et les chiffres du second trimestre 2011 montrent un net ralentissement de l'activité économique : +0,2% contre 0,8% au premier trimestre. Surtout, les locomotives de la zone euro voient désormais leur PIB augmenter au même rythme que les PIIGS (hors la Grèce) : +0,1% en Allemagne (contre +1,3% au 1^{er} trimestre), +0,1% aux Pays Bas (contre +0,8%), alors que le PIB espagnol augmentait de 0,2% en Espagne (contre +0,3%, où le gouvernement a annoncé le 7 août un nouveau plan de rigueur de 5 milliards (moitié de baisse des dépenses, moitié de hausse d'impôts). En Grèce, la situation est toujours aussi catastrophique, et la baisse du PIB en 2011 devrait être similaire à celle de 2010 (-4,5%).

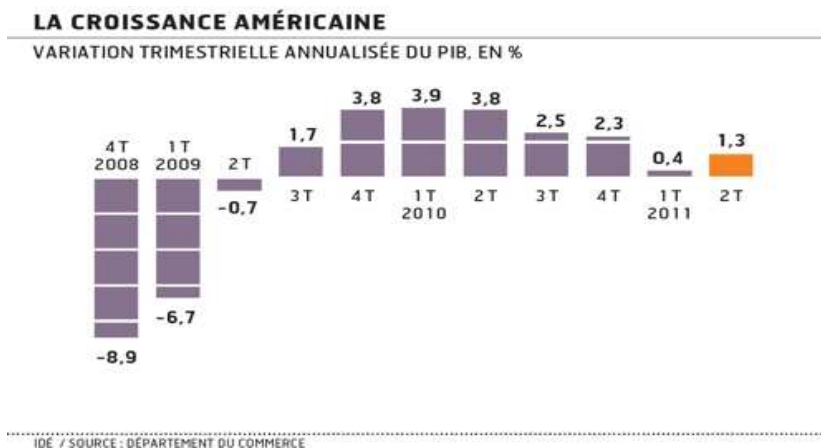
Sarkozy et Merkel se sont rencontrés le 16 août pour tenter de rassurer les marchés financiers, en martelant la nécessité de faire adopter partout la fameuse « règle d'or » budgétaire d'ici l'été 2012, visant à obliger les gouvernements à utiliser tous les moyens pour rétablir l'équilibre budgétaire. Au-delà des déclarations abstraites sur la mise en place d'un « véritable gouvernement de la zone euro » ou d'une « taxe sur les transactions financières », Sarkozy s'est couché devant Merkel en écartant le lancement d'obligations européennes ou tout autre avancée vers l'Europe fédérale. De plus, l'effet d'annonce a lamentablement échoué, puisque les bourses ont continué leur chute.

II. LA CRISE DE LA DETTE PUBLIQUE AUX ÉTATS-UNIS

La mauvaise santé de l'économie américaine

Après une reprise fin 2009-début 2010 liée en grande partie au restockage⁹ et aux effets des « plans de relance » qui ont creusé l'endettement public, la croissance a fléchi nettement. La croissance du 1^{er} trimestre 2011, d'abord estimée à 1,9 %, a été réévaluée à 0,4 % (en rythme annuel) et celle estimée du second trimestre est très faible également (1,3%). La consommation, autrefois moteur de la croissance de l'économie US, stagne désormais et a même reculé de 0,2% en juin. Le « moral » des consommateurs américains est tombé en août à son plus bas niveau depuis 30 ans. Le taux de chômage officiel, qui était retombé à 8,8% début 2011, est monté à 9,2% en juin (rappelons que ce taux était de 4,5% avant la crise). Et, pour couronner le tout, le déficit commercial (53 milliards de dollars) est au plus haut depuis octobre 2008.

En outre, les chiffres des trois dernières années du PIB ont été réévalués par le ministère du Commerce. Il en est ressorti que la récession a été plus profonde qu'on ne l'avait pensé jusqu'ici. Le 4^e trimestre 2008 a été révisé à - 8,9 % contre - 6,8 % auparavant et le 1^{er} trimestre 2009 a été rajusté à - 6,7 % contre - 4,9 %. Au final, le PIB de 2008 s'est contracté de - 0,3 %, celui de 2009 de - 3,5 % et le niveau du PIB est toujours inférieur (de 5%) à celui d'il y a 4 ans.



⁹ Lorsqu'une récession éclate, les entreprises réduisent leur production et préfèrent écouler leurs stocks (produits finis pas encore vendus). Puis elles reconstituent leurs stocks, ce qui stimule la production. Cette stimulation ne dure pas si les conditions d'une véritable reprise ne sont pas réunies (meilleure rentabilité des investissements).

Le déclin de l'économie américaine

Les États-Unis sont la puissance dominante depuis près d'un siècle, par la taille de son économie, la puissance de son secteur financier, son armée et son poids dans les institutions internationales. Pourtant, depuis près d'un demi-siècle, le déclin des États-Unis s'approfondit lentement mais sûrement. Le premier signe de faiblesse remonte à 1971, quand le président Nixon a mis fin au système de *Bretton Woods* (qui avait instauré la parité fixe entre les monnaies et la convertibilité du dollar en or à un taux fixe). Ce système monétaire international correspondait aux intérêts US tant que les États-Unis avaient des excédents commerciaux qui permettaient de financer des investissements étrangers à moindre coût grâce à une monnaie forte¹⁰. Quand ces excédents commerciaux ont commencé à disparaître en raison de la concurrence avec le Japon et les pays européens durant les « Trente Glorieuses », le système n'a plus été tenable, d'où la nécessité que le dollar se déprécie pour regagner en compétitivité, sans que cela remette en question (pendant plusieurs décennies) son statut comme monnaie internationale de transaction et de réserve. La décision de Nixon était donc une décision qui s'imposait compte tenu de l'affaiblissement de l'économie US, afin de trouver un nouveau dispositif international qui permette de maintenir l'hégémonie US vis-à-vis des autres impérialistes. Toutefois, la rupture de 1971 a inversé les flux d'investissements : l'impérialisme états-unien a perdu les moyens monétaires de son expansion à l'étranger, alors que les capitaux étrangers ont afflué vers les États-Unis¹¹.

Depuis lors, les déficits commerciaux avec le Japon, l'Europe, les États arabes et surtout la Chine n'ont cessé de se creuser, avant d'exploser ces 20 dernières années. C'est la manifestation la plus spectaculaire de la désindustrialisation des États-Unis. Aujourd'hui, la situation est bien plus dégradée aux USA que dans l'UE, si on prend l'UE comme un tout (car la situation dans les pays périphériques est catastrophique) : le déficit public devrait être autour de 10% cette année (contre 4% dans l'UE), la dette publique atteint 100% du PIB (contre 80% dans l'UE) et surtout elle augmente à un rythme bien plus rapide (le ratio dette/PIB a grimpé de 40 points depuis 2001 contre 12 points « seulement » dans l'UE).

La crise de la dette est une crise de l'hégémonie américaine sur le monde capitaliste

Jusqu'à présent, malgré des déficits abyssaux, les USA sont parvenus à s'endetter à des taux d'intérêt très bas sans que leur monnaie s'effondre. Par quel miracle ? Tout simplement parce que le dollar est aujourd'hui *la* monnaie internationale : étalon des prix, monnaie de réserve, monnaie de transaction dans le monde entier. D'où le fait que le dollar soit structurellement plus demandé. Il s'ensuit que le rendement requis pour le détenir est plus bas.

Mais le dollar n'a aucune garantie de rester *ad vitam aeternam* la monnaie internationale hégémonique. Dès 2008, nous écrivions que « *les États-Unis jouent un jeu dangereux qui n'est pas viable à moyen terme et pourrait remettre en cause le statut du dollar comme monnaie internationale (et les privilèges qui vont avec)* »¹², et que, par conséquent, « *afin d'éviter la remise en cause du dollar comme monnaie internationale, les États-Unis devront à moyen terme augmenter leurs taux d'intérêt (afin de restaurer la confiance dans le dollar). Ils ne pourront pas faire l'économie d'un "ajustement", c'est-à-dire d'un ralentissement marqué de la croissance économique, voire d'une récession* ».

Nous y sommes aujourd'hui : la dégradation de la note des USA est le symbole de la crise de l'hégémonie américaine. Les créanciers ne sont plus disposés à financer, pour une bouchée de pain, la dette des États-Unis. Ainsi, Xinhua, l'agence de presse officielle de la Chine, a publié le 6 août un communiqué exceptionnellement hargneux suite à la dégradation, dénonçant les États-Unis pour leur « *addiction à la dette* », appelant à un contrôle international de l'impression de dollars

¹⁰ Quand le dollar était fort, cela permettait d'acheter à moindre coût (en monnaie des pays d'accueil) les actifs et la force de travail des pays où les capitalistes US investissaient.

¹¹ Sur toutes ces questions de relations monétaires internationales, il est utile de relire les travaux de Suzanne de Brunhoff, notamment *La politique monétaire : un essai d'interprétation marxiste* (1973).

¹² « *Contribution sur les causes, l'ampleur et les conséquences du déficit commercial des États-Unis* » (mars 2008), <http://groupecri.free.fr/article.php?id=480>

américains et réitérant qu'un nouveau système monétaire mondial est indispensable pour remplacer celui dominé par le dollar américain. Par conséquent, les USA ont le choix entre deux mauvaises solutions, car il n'y a pas de solution miracle : soit accepter la hausse des taux d'intérêt et son effet récessif sur l'économie, soit faire acheter massivement des bons du trésor par la Réserve Fédérale pour éviter une hausse des taux. Mais dans ce cas, le résultat sera une forte inflation et une chute du dollar, qui pourraient exacerber les tensions inter-impérialistes et remettre en cause le statut international du dollar.

L'union sacrée pour imposer l'austérité aux travailleurs

Obama a annoncé le 31 juillet la conclusion d'un accord bipartisan avec les présidents du Sénat (démocrate) et de la Chambre des représentants (républicain), relevant le plafond autorisé de la dette publique de 2 100 milliards dollars (nouveau plafond : 14 300 milliards) et prévoyant 2 400 milliards de réduction du déficit public. Cet accord a été voté par 269 voix contre 161 à la Chambre (la majorité des votes contre sont des élus démocrates qui reprochent à Obama d'avoir fait trop de concessions aux républicains, notamment aux représentants du *Tea Party*) et par 74 voix contre 26 au Sénat.

Le compromis entre démocrates et républicains prévoit un plan en deux temps : d'abord, une réduction des dépenses de 900 milliards de dollars, puis la mise en place d'un comité bipartisan chargé de trouver des coupes supplémentaires dans les dépenses pour un montant de 1500 milliards. Dans le cas où aucun accord n'interviendrait sur des réductions supplémentaires, un mécanisme contraignant se mettrait en place, imposant des réductions budgétaires automatiques (d'un montant de 1200 milliards) dans les programmes préférés de chaque parti, la défense pour les républicains et la santé pour les démocrates¹³.

Il s'agit donc d'un plan d'attaques planifié et de grande ampleur¹⁴ contre les acquis des travailleurs, qui épargnent totalement les capitalistes. L'idée d'une hausse des impôts des plus riches a été écartée, ce qui a même provoqué une certaine gêne parmi certains millionnaires, qui demandaient à être taxés¹⁵ pour que ce plan ait l'apparence de la justice sociale. Les coupes auront un effet direct sur le système éducatif, les logements sociaux, les transports publics¹⁶, ainsi que sur le programme Medicaid pour les indigents et à plus long terme sur le régime Medicare pour la couverture de 50 millions de personnes âgées. Par ailleurs, un rapport de The Economic Policy Institute estime que le plan d'austérité va provoquer la destruction de 1,8 millions d'emplois en 2012.

Cet accord a provoqué les cris d'orfraie des démocrates de gauche et autres keynésiens qui sont tombés de haut quand *leur* président a « capitulé » (selon eux) devant les exigences républicaines. Le prix Nobel d'économie Krugman a affirmé que « *le président a rendu les armes* », comme si Obama avait vocation à défendre les intérêts des travailleurs !

La signification de l'accord passé entre les démocrates et les républicains

Deux analyses (symétriques) doivent être écartées :

– L'idée qu'il y aurait une limite absolue à l'endettement qui provoquerait un défaut de paiement de la première puissance mondiale. C'est absurde : les USA sont endettés dans leur propre monnaie et ils ne peuvent pas faire défaut formellement, car il y a toujours le recours de la planche à billets pour payer la dette (les créanciers seront néanmoins spoliés en partie par l'inflation). Mais les deux grands partis de la bourgeoisie (parti démocrate et parti républicain) ont orchestré une mise en scène dramatique pour faire passer un plan d'attaques contre les

¹³ Avant le vote sur cet accord, un plan proposé par Reid (chef des démocrates au Sénat) – proposant des coupes dans les dépenses mais qui incluait aussi plus de 1000 milliards de dollars de réduction des dépenses militaires par la diminution de la présence militaire en Irak et en Afghanistan – avait été rejeté.

¹⁴ Le *New York Times*, par exemple, parle d'un « *accord terrible* » qui « *endommagera les programmes pour la classe moyenne et les pauvres* ».

¹⁵ Cf. <http://www.challenges.fr/actualite/monde/20110801.CHA1308/ces-millionnaires-americains-qui-veulent-etre-taxes-pour-sauver-leur-pays.html>

¹⁶ Déjà bien mal en point : cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=472>

travailleurs, alors que le relèvement du plafond autorisé de la dette s'était toujours passé de façon routinière jusqu'à présent. Ce ne sont d'ailleurs pas les méchants républicains qui ont obligé le gentil Obama à capituler : c'est Obama qui a soutenu d'emblée que la hausse du plafond de la dette devait être liée à la réduction massive du déficit, abandonnant la position habituelle selon laquelle une augmentation du plafond de la dette devrait être considérée séparément de toute question de politiques sociales.

– L'idée qu'il n'y aurait pas de problème lié à l'explosion de la dette publique et que cela serait un prétexte monté de toute pièce pour justifier les plans d'austérité. C'est le point de vue des keynésiens radicaux qui nient l'existence du problème et prétendent qu'il suffit de faire fonctionner la planche à billets. Certains incriminent les agences de notation¹⁷ et malheureusement même notre parti, le NPA, a axé un récent communiqué sur la nécessité de supprimer les agences de notation¹⁸. C'est totalement superficiel et démagogique ! S'il suffisait de détruire le thermomètre pour régler un tant soit peu le problème, la crise ne serait pas bien méchante...

Cet accord est cependant *a minima* et a été jugé peu crédible par les investisseurs, si bien qu'une agence de notation (Standard & Poor's) a dégradé, pour la première fois, la note de la dette américaine et que les bourses ont continué à plonger, pendant que le franc suisse et l'or servaient de valeur refuge. Ce plan risque donc d'être encore durci dans les mois à venir. Le gouvernement US ne peut en effet plus espérer s'en sortir en jouissant comme auparavant de son hégémonie mondiale : il doit déclarer la guerre aux travailleurs américains pour sauver son système.

III. LE SYSTEME CAPITALISTE DANS L'IMPASSE : QUELLE RÉPONSE ?

Ralentissement économique en Asie « émergente »

Même si la croissance en Asie n'a rien à voir avec la situation des vieux pays impérialistes, elle fléchit. La croissance du PIB chinois s'est établie à 9,5% au 2^e trimestre contre 10,3% un an plus tôt ; le PIB indien s'est accru de 7,8% au 1^{er} trimestre, contre 8,6% un an plus tôt. Le ralentissement est le plus net en Malaisie, à Singapour (-6,5% au 2^e trimestre) ou en Thaïlande, où la production industrielle stagne ou recule.

Les raisons de ce ralentissement sont diverses :

– Il y a les chocs exogènes de court terme, dont le plus important est l'effet du tremblement de terre au Japon : les chaînes de production asiatiques les plus intégrées avec le Japon ont été désorganisées ; cela concerne principalement les secteurs de l'électronique, de l'acier, de l'automobile et du textile. Cependant, l'effet « reconstruction » devrait jouer dans le sens inverse dans les mois qui viennent.

– Le marasme économique aux USA et dans l'UE a un impact sur le niveau des exportations asiatiques vers ces zones.

– La hausse du prix des matières premières pénalise les pays qui ont une grosse industrie et qui sont pauvres en ressources naturelles (comme la Corée du Sud ou Taïwan).

– La mise en place de politiques monétaires restrictives pour lutter contre l'inflation (alimentée par la flambée du cours des matières premières).

– Surtout, l'accumulation très rapide du capital se traduit par une hausse de la composition organique du capital, qui tire le taux de profit vers le bas. Même si la rentabilité des entreprises est

¹⁷ La CGT charge de tous les maux les agences de notations qui obligeraient les États à se soumettre à elles : « *Les marchés financiers sont de nouveau secoués. Cette fois-ci la cause en est la dégradation de la note par l'agence de notation Standard & Poor's des obligations émises par l'État américain (...) Elles s'arrogent un rôle qui doit être celui des États sous contrôle démocratique de leurs citoyens* » (communiqué du 8 août : <http://www.cgt.fr/Il-faut-en-finir-avec-la-dictature.html>)

¹⁸ Déclaration de Ph. Poutou, M. Martin, O. Besancenot, Ch. Poupin du 5 août, « *Les agences de notation ne doivent pas faire la loi !* », <http://www.npa2009.org/content/déclaration-de-ph-poutou-m-martin-o-besancenot-ch-poupin-les-agences-de-notation-ne-doivent>

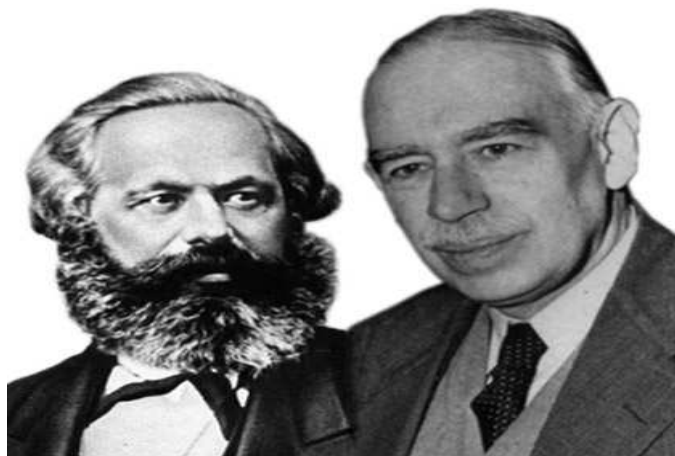
toujours nettement supérieure sur le sol asiatique à ce qu'elle est dans l'UE ou aux USA, les contradictions jouent à plein et rendent impossible le mythe libéral d'une accumulation dynamique, linéaire et sans entraves.

Globalement, l'économie mondiale ralentit d'autant plus nettement que le cycle de restockage (qui a permis mécaniquement une reprise après la chute de fin 2008-début 2009) est désormais achevé¹⁹. Les économies européennes et étasuniennes menacent de replonger en récession (« *double dip* ») et les économies émergentes ralentissent : c'est la fin des illusions sur la sortie de crise, annoncée depuis deux ans, qui nécessiterait une destruction de capital que les aides des États aux capitalistes n'ont pas rendu possible.

La fin des illusions keynésiennes

Les crises des dettes publiques sont la preuve concrète de l'impuissance des politiques publiques (budgétaires et monétaires) à surmonter la crise. Si les plans de relance ont pu contenir et reporter les effets de la crise, c'est au prix d'une explosion de l'endettement public, qui appelle nécessairement, dans le cadre capitaliste, des plans d'austérité d'une violence inédite.

Pourtant, des keynésiens « radicaux » s'entêtent à nier le problème et continuent à préconiser des « plans de relance » qui ne pourraient qu'accroître encore un peu plus l'endettement public. D'autres proposent de faire fonctionner la planche à billets, comme s'ils suffisait de créer de la monnaie pour engendrer du pouvoir d'achat, ce qui augmenterait la demande et donc la production. C'est une illusion totale : quand la rentabilité des investissements reste faible (et celle-ci ne peut être restaurée que *via* une destruction massive de capital), l'injection massive de liquidités ne peut que produire de l'inflation ou des bulles financières aux conséquences catastrophiques.



Photos de Marx et Keynes

Incapables de remettre en cause les fondations du système capitaliste, les antilibéraux fantasment sur les capacités des États à remettre à flot le système, faisant croire qu'il ne s'agirait que de « vouloir » combattre les méchants marchés et de se débarrasser des mauvaises idées pour que tout aille mieux. Alors qu'Aurélie Trouvé, présidente d'Attac, se déclarait « *satisfaite* », mais « *pas dupe* », de la proposition de Sarkozy et Merkel de mettre en place une taxe sur les transactions financières²⁰, l'association altermondialiste demande aux gouvernements de se défaire de leurs « *dogmes néolibéraux* » et supplie les banques centrales d'« *ouvrir grand les vannes de la liquidité et racheter (pour les effacer) les dettes publiques* »²¹. L'économiste Lordon va dans le même sens et lance un cri désespéré pour créer massivement de la monnaie, la seule solution selon lui : « *La création monétaire massive n'est pas une perspective réjouissante en soi. Mais lorsqu'il ne reste plus qu'elle pour extraire un corps social du dernier degré de la ruine – et il ne faut pas douter que l'effondrement bancaire total nous ramènerait en quelques jours à l'âge de pierre –*

¹⁹ Tous les instituts révisent à la baisse leur prévision de croissance. *Morgan Stanley* prévoit désormais pour 2011 et 2012 une croissance mondiale inférieure à 4% et de seulement 1,5% dans les pays « développés ».

²⁰ Cf. http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/08/16/les-altermondialistes-d-attac-satisfaits-mais-pas-dupes_1560287_823448.html

²¹ Cf. <http://www.france.attac.org/articles/crise-financiere-les-dernieres-dignes-se-fissent-les-attac-deurope-se-rassemblent-leur>

lorsque, donc, il ne reste qu'elle, il ne faut ni en diminuer les possibilités ni en exagérer les périls »²². Les antilibéraux jettent le masque (l'effondrement de leur système serait selon eux une catastrophe) et s'en remettent (sans d'ailleurs trop y croire eux-mêmes) aux vieilles recettes qui ont systématiquement échoué.

Tout programme minimal commun avec les réformistes keynésiens serait une erreur tragique ! Pour une issue révolutionnaire à la crise capitaliste !

Dans un article récent²³, Isaac Johsua, qui participe au Groupe de travail économique (GTE) du NPA, mettait en avant une vision étapiste malheureusement dominante à l'extrême gauche : d'abord, on se battrait pour la mise en place d'un programme d'urgence minimal, keynésien « radical », que nous pourrions défendre en commun avec les antilibéraux et qui serait déjà un formidable pas en avant. La mise en place de ce programme permettrait ensuite de remettre en cause le système capitaliste dans son ensemble. Cette vision gradualiste est d'ailleurs théorisée par deux contributions récentes de Samy Johsua²⁴ et Claude Gabriel²⁵. S. Johsua affirme que « mener propagande non sur la possibilité effective d'un programme d'urgence – débutant dans le cadre même du système – mais au contraire sur son impossibilité revient à désarmer le peuple ». S. Johsua prétend qu'il est tout à fait possible, dans un premier temps, de mettre en place des mesures d'urgence sociale sans rompre avec le système, à condition d'en avoir la volonté politique. C. Gabriel nous explique que les « masses sont pragmatiques » et qu'elles ne sont pas prêtes à entendre parler de « planification démocratique », de « socialisation des moyens de production » ou de « dislocation de l'État bourgeois ». D'où la défense tactique d'une « démarche programmatique 'intermédiaire' » à réaliser dans le « cadre parlementaire actuel ». Alors que S. Johsua se revendique explicitement du programme de transition de Trotsky, c'est la négation même de la logique transitoire, qui consiste à partir des revendications des travailleurs pour déboucher sur la conclusion qu'il faut détruire l'État bourgeois et mettre en place un gouvernement des travailleurs pour pouvoir les réaliser pleinement. Et on pourrait d'ailleurs rajouter que nous sommes dans une période où les marges de manœuvre du capitalisme sont très limitées, ce qui limite encore davantage la possibilité de satisfaction partielle des revendications les plus élémentaires dans le cadre du système. On mesure aussi ici l'importance d'avoir une analyse correcte de la crise : en prétendant que la cause principale de la crise est l'insuffisance de la demande liée à la faiblesse des salaires, notre parti est mal armé ensuite pour expliquer que la hausse des salaires s'oppose à la logique du système !

Selon I. Johsua, les trois points clé du programme d'urgence sont la répudiation d'une partie substantielle de la dette, la réforme de la BCE pour permettre le financement monétaire du déficit public et une réforme fiscale qui taxe davantage les riches et les profits²⁶. Il propose donc de réformer et d'utiliser les institutions capitalistes pour mettre en place des mesures censées servir les intérêts des travailleurs, dans le cadre du capitalisme. C'est absurde et politiquement contreproductif : ces recettes keynésiennes sont totalement impuissantes à sortir l'économie capitaliste de sa crise et se traduiraient donc au final par une dégradation des conditions de vie des travailleurs. Il n'y a pas d'issue antilibérale à la crise et l'antilibéralisme – qui est la manifestation de la dégénérescence du vieux réformisme qui a renoncé même en paroles à l'objectif du socialisme – ne peut pas être une étape transitoire vers le socialisme. Tout front commun théorique ou programmatique avec les keynésiens et les antilibéraux est une capitulation : nous devons combattre ces illusions et défendre ouvertement la seule perspective politique alternative aux politiques capitalistes menées par tous les gouvernements bourgeois : celle d'une révolution socialiste, d'une rupture avec les institutions de la bourgeoisie, donc d'un gouvernement des travailleurs

Gaston Lefranc

²² Cf. <http://blog.mondediplo.net/2011-08-11-Le-commencement-de-la-fin>

²³ Isaac Johsua, « Crise : l'heure de vérité » (7 août 2011), <http://www.npa2009.org/content/crise-l'heure-de-verite>

²⁴ « La crise de la dette et l'heure de vérité du NPA », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22682>

²⁵ « Reconsidérer l'héritage pour se donner un avenir », <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22679>

²⁶ Ces points sont repris par Henri Wilno, qui participe également au GTE du NPA, dans une récente contribution « Face aux derniers soubresauts de la crise : quelques éléments d'analyse » (12 août 2011), <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article22554>